

CAHIER DE RECHERCHE
ÉLECTORALE ET PARLEMENTAIRE

NUMÉRO 27 - Mars 2026

La participation politique des personnes immigrantes en perspective comparée

Une revue de la littérature scientifique

MAÉLIE PELLETIER

ÉTUDIANTE À LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE, UNIVERSITÉ LAVAL



Chaire de recherche
sur la démocratie et les institutions
parlementaires

Chaire de recherche sur la démocratie
et les institutions parlementaires



UNIVERSITÉ
LAVAL

La participation politique des personnes immigrantes en perspective comparée

Une revue de la littérature scientifique produite de 1993 à 2024

Projet de recherche de
la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires
en collaboration avec
Élections Québec

Par
Maélie Pelletier
Étudiante à la maîtrise en science politique, Université Laval

Sous la supervision de
Juliette Samson
et
Prof. Valérie-Anne Mahéo
Titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires

RÉSUMÉ

Le texte suivant est une synthèse de revue de littérature sur la participation politique des immigrants au Canada, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans plusieurs pays d'Europe. Les études portent sur différentes formes de participation politique, soit la participation institutionnelle, non institutionnelle ou sociale. En tout, 87 études ont été mobilisées dans cette revue de littérature, de 1993 à 2024. Deux questions de recherche principales ont guidé la revue de littérature : Est-ce que les immigrants participent plus ou moins que les citoyens natifs du pays ? Et quels facteurs peuvent expliquer les différences de participation entre les immigrants et les citoyens natifs ?

La synthèse de la littérature est présentée en trois sections. Une première section dresse un portrait des différences de participation entre les immigrants et les non-immigrants. Une deuxième section présente les différents facteurs qui peuvent participer à l'explication de ces différences ; ce sont des facteurs liés aux caractéristiques des individus, aux contextes sociaux et aux institutions. Finalement, la conclusion résume la revue de littérature et fait le point sur l'état de celle-ci.

Les études suggèrent que, de manière générale, les immigrants votent moins que les natifs. Or, le taux de participation électorale augmente à mesure que les immigrants s'intègrent, passent du temps dans leur pays hôte et obtiennent la citoyenneté. Les études sur la participation non institutionnelle et sociale sont plus nuancées, et les différences de participation varient selon les formes de participation, le contexte national et les groupes étudiés.

La littérature montre qu'une multitude de facteurs individuels, contextuels et institutionnels vont influencer la participation politique des immigrants. Au Canada et au Québec, il appert que les facteurs les plus influents sont d'ordre individuel, et plus particulièrement liés au profil sociodémographique des individus : l'âge, le revenu et le niveau d'éducation seraient les principaux prédicteurs de la participation politique, y compris la participation électorale. Toutefois, les facteurs contextuels et institutionnels ont également une influence. Les études canadiennes montrent que, parmi les facteurs contextuels, des expériences de discrimination et des contacts personnels avec des non-immigrants peuvent être particulièrement importants pour favoriser la participation politique des immigrants. Finalement, au niveau institutionnel, la participation politique des immigrants au Canada est particulièrement encouragée par l'implication dans des organisations religieuses ou communautaires. Le type de programme d'immigration influence également la participation politique ; les études tendent d'ailleurs à montrer que les immigrants économiques participent davantage que les réfugiés.

En somme, la revue de littérature montre que la participation politique des immigrants est influencée par une multiplicité de facteurs. L'importance de ces facteurs peut toutefois varier selon le pays étudié, les groupes d'immigrants et le type de participation politique considérés. La revue de littérature permet aussi d'identifier certains fossés dans la recherche actuelle (notamment en lien avec des groupes, facteurs et formes de participation politique étudiés, ainsi que dans la diversité méthodologique) et d'envisager des pistes pour des recherches futures sur la participation politique des immigrants, notamment au Québec et au Canada.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
La participation politique des personnes immigrantes comparée à la participation des citoyens natifs	7
A) Participation institutionnelle	7
B) Participation non institutionnelle	8
C) Participation sociale	8
Quelles sont les explications de la participation plus faible des immigrants ?	9
A) Facteurs individuels	9
B) Facteurs contextuels	13
C) Facteurs institutionnels	16
Conclusion	18
Bibliographie	20

INTRODUCTION

La synthèse suivante concerne la revue de littérature faite sur la participation politique des immigrants. Les textes à l'étude portent sur les immigrants au Canada, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans plusieurs pays d'Europe comme pays d'accueil, touchant aussi à plusieurs populations immigrantes telles que les jeunes, les femmes et les minorités visibles. Les recherches se penchent également sur différents facteurs qui influencent la participation politique, dont le contexte prémigratoire (comme la socialisation politique), le contexte de migration (comme l'âge au moment de migrer), le processus de sélection du pays d'accueil, le contexte de resocialisation dans le pays d'accueil (comme le cadre institutionnel ou la culture d'accueil) ou encore le contexte individuel (comme le revenu, le lieu de résidence, le cercle social ou l'appartenance à un groupe ethnique). Plus encore, ces études se penchent sur différentes formes de participation institutionnelle et non institutionnelle.

À partir de ces différentes considérations, les études consultées répondent à plusieurs questions concernant l'effet de différents facteurs sur la participation politique des personnes immigrantes, dont les suivantes : Est-ce que les immigrants participent plus ou moins que les natifs ? Quels sont les facteurs qui expliquent les différences de participation entre les immigrants et les natifs ? Quelles sont les barrières à la participation politique chez les jeunes immigrants ? Quel est l'impact du contexte d'accueil sur la participation et quel rôle prennent les organisations sociales dans la participation des immigrants ? Quels facteurs individuels, contextuels et culturels ont une plus grande influence ?

La plupart des études comparatives sont faites en Europe et aux États-Unis et ont un grand échantillon ainsi qu'une grande base de données à partir de laquelle elles effectuent leur recherche. Les recherches européennes vont souvent comparer plusieurs pays. Les études américaines vont plutôt se concentrer sur une région ou sur le niveau national. Les études canadiennes se font majoritairement au niveau national, alors que seules quelques études prennent les villes comme cas d'étude. Les études quantitatives canadiennes utilisent généralement un sondage et des données électorales comme outils de collecte de données, ce qui permet d'inclure un grand nombre de participants et de trouver des conclusions généralisables. Les quelques études qualitatives recensées utilisent des groupes de discussion ou des entrevues, ce qui permet de générer des réflexions plus profondes sur les explications de la participation des immigrants. Ces études ont des échantillons beaucoup plus petits, étant donc moins généralisables, et se concentrent sur une population plus précise, par exemple les jeunes immigrants d'une école.

La recherche effectuée pour la revue de littérature s'est faite à partir d'une liste de mots-clés bilingues. En français, les mots-clés étaient les suivants : immigrant, immigration, vote, participation politique, participation civique, participation sociale, intégration, mobilisation et socialisation. En anglais, les mots-clés étaient les suivants : *immigrant, migrant, immigration, integration, civic participation, political participation, mobilization et socialisation*. La recherche s'est d'abord concentrée sur les cas d'étude canadiens et québécois pour ensuite s'étendre à d'autres pays, soit les États-Unis, plusieurs pays d'Europe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les mots ont été importés dans Google Scholar pour une première recension de textes scientifiques qui ont été sélectionnés à partir de la cohérence entre le résumé et l'objectif de la revue de littérature. La collecte initiale a été complétée en récupérant les références les plus pertinentes citées dans les premières études recensées. Un total de 87 études a été recueilli sur une période de 2 mois, et 63 études ont été utilisées dans cette revue.

La revue de littérature est organisée en trois sections. D'abord, un portrait des différences dans la participation politique des immigrants et des non-immigrants est présenté. Ensuite, les différentes explications de la participation des immigrants et des fossés de participation avec les natifs sont présentées, soit les facteurs individuels, sociaux, contextuels et institutionnels. Enfin sont présentés un résumé de la revue de la littérature et une brève synthèse de l'état de la littérature, y compris les lacunes de la littérature.

LA PARTICIPATION POLITIQUE DES PERSONNES IMMIGRANTES COMPARÉE À LA PARTICIPATION DES CITOYENS NATIFS

La première question abordée dans la littérature est la suivante : Est-ce que les immigrants participent plus ou moins que les citoyens natifs ? Selon leurs objectifs de recherche, les textes recensés vont toucher à trois principales formes de participation : la participation institutionnelle, la participation non institutionnelle et la participation sociale. Les prochains paragraphes vont faire le point sur les différences de participation chez les immigrants et les natifs.

A) PARTICIPATION INSTITUTIONNELLE

Lorsqu'on parle de participation politique institutionnelle (donc les actions en lien avec les institutions politiques, comme voter ou être membre d'un parti), les études montrent que les citoyens issus de l'immigration participent moins que les citoyens natifs (Tyrberg, 2020 ; Bevelander, 2015 ; Ruedin, 2016 ; Xu, 2005 ; DeSipio, 2011 ; Jackson, 2003). L'étude de Tyrberg, incluant 28 pays européens, montre que la probabilité de voter des natifs est 1,5 fois plus grande que celle des immigrants. Aux États-Unis, aux élections de 2008, les taux d'inscription et de vote sont respectivement de 72 % et de 64 % pour les citoyens natifs, tandis que les taux pour immigrants naturalisés sont de 61 % et de 54 % (DeSipio, 2011). Au Canada, l'Enquête sur la population active montre des taux de vote en 2021 à 66 % pour les immigrants canadiens arrivés il y a *10 ans et moins* et à 71 % pour les immigrants arrivés il y a *plus de 10 ans*, une différence de 11 et 6 points de pourcentage avec les citoyens natifs (Statistique Canada, 2022a). Le fossé de participation institutionnelle est important pour toutes les régions qui sont couvertes par la revue de littérature.

Ensuite, les chercheurs évaluent les niveaux de participation selon le niveau d'intégration. L'intégration est mesurée de différentes façons dans les études : selon la naturalisation, le temps passé dans le pays d'accueil ou le sentiment d'acceptation. Le constat est généralement que plus les immigrants sont intégrés, plus ils votent (Soininen et Bäck, 1993 ; André et coll., 2014 ; Spierings et Vermeulen, 2024). Par exemple, l'étude de White (2023) montre que la probabilité de voter augmente au fil des années de résidence, soit pour les immigrants vivant au Canada depuis *moins de 10 ans*, 11 à 20 ans, 21 à 30 ans et 31 à 40 ans respectivement. Donc, la probabilité de voter augmente avec la durée de résidence des immigrants. De plus, le sentiment d'acceptation est aussi significatif pour le vote. Au Canada, Bevelander et Pendakur (2014) obtiennent une différence de 26 points de pourcentage de participation électorale entre les individus qui se sentent acceptés par la communauté locale et ceux qui ne se sentent pas acceptés.

Pour finir, dans un pays où les taux de vote des natifs sont plus hauts, le taux de vote des immigrants sera aussi généralement plus haut (André et coll., 2014 ; Voicu et Comşa, 2014). Donc, lorsqu'un plus grand taux de participation est observé dans un pays, on observe aussi que les immigrants participent plus. Par exemple, le Canada a des taux de vote plus hauts que les États-Unis en général, une tendance qui est similaire lorsqu'on se concentre sur les citoyens naturalisés (DeSipio, 2011).

B) PARTICIPATION NON INSTITUTIONNELLE

Pour ce qui est de la participation politique non institutionnelle (par exemple, prendre part à des manifestations), l'intérêt pour cette forme de participation naît du fait que la citoyenneté n'est pas nécessaire pour exercer ces activités. Or, les études sont nuancées quant aux différences de participation non institutionnelle entre natifs et immigrants. Certains montrent que les immigrants participent moins aux activités qui nécessitent plus de temps et de ressources, comme manifester ou faire un don (DeSipio, 2011; Couton et Gaudet, 2008). D'autres études montrent que les immigrants participent plus que les natifs aux actes protestataires (comme le boycottage, la pétition ou la manifestation) (Bilodeau et coll., 2023; Terriquez et Lin, 2020). Les expériences de discrimination sur la base de leurs origines vont encourager la participation politique institutionnelle des immigrants et donc réduire l'écart de vote entre les natifs et les immigrants (Bilodeau et coll., 2023). Cependant, les études sont plus nuancées en ce qui concerne l'effet de la discrimination sur la participation non institutionnelle, puisque l'effet mobilisateur dépend du type de participation politique, du contact avec son groupe d'origine et disparaît dans les pays à plus haut taux d'attitudes anti-migratoires (Tyrbeg, 2020; Bilodeau et coll., 2023). De plus, les attitudes discriminatoires peuvent avoir plusieurs motifs et être orientées sur la religion ou l'ethnicité des individus plutôt que sur le statut migratoire. Identifier l'effet causal de la discrimination sur la participation politique des migrants est donc difficile.

C) PARTICIPATION SOCIALE

La littérature sur la participation sociale (comme le bénévolat ou faire partie d'une association) montre aussi des résultats nuancés. Au Canada, Couton et Gaudet notent que les immigrants font moins de bénévolat que les citoyens natifs, avec une différence de 10 points de pourcentage (Couton et Gaudet, 2008). L'étude de Couton et Gaudet (2008) montre que les taux plus bas de bénévolat et d'engagement social ne sont pas généralisés de façon uniforme à tous les immigrants. Le fossé de participation sociale entre immigrants et natifs est plus important chez les femmes immigrantes, des résultats confirmés aussi dans l'étude de Gidengil et Stolle (2009). Or, selon le recensement 2021 de Statistique Canada (Statistique Canada, 2022b), les immigrants vont faire plus de dons d'argent à des organismes communautaires que les natifs, énumérant comme raisons la compassion, la cause soutenue par la charité et l'importance du communautarisme. La participation sociale sous forme d'engagement communautaire serait donc une forme de participation politique plus adoptée par les immigrants, tandis que le bénévolat et l'engagement dans une association sont moins privilégiés comme formes de participation chez les immigrants (Jensen, 2008). L'engagement communautaire implique une participation dans l'environnement entourant l'individu, par exemple dans sa congrégation ou dans son quartier de résidence. C'est donc la participation informelle qui est privilégiée, alors que le bénévolat, qui se fait dans une association formelle, l'est moins. Wand et Handy (2013) présentent des résultats qui montrent que les immigrants s'impliquent plus que les natifs dans les organisations religieuses et que les facteurs d'influence ne sont pas les mêmes pour les immigrants et les natifs. En général, la participation à n'importe quelle institution sociale de la société d'accueil (dans une association sportive ou communautaire) favorise les interactions entre différents groupes, la confiance et l'intégration politique des immigrants (Sinha, Greenspan et Handy, 2011). L'implication sociale permet donc d'être mieux intégré et, conséquemment, de stimuler la participation politique.

Bien que la participation sociale soit importante, le présent document se concentre sur la participation *politique* et a pour but de présenter les facteurs qui influencent la participation *politique* des immigrants, afin de mieux comprendre ce qui motive ou ce qui décourage les immigrants à participer à la politique dans leur pays d'accueil.

QUELLES SONT LES EXPLICATIONS DE LA PARTICIPATION PLUS FAIBLE DES IMMIGRANTS ?

La deuxième question la plus importante dans la littérature sur la participation des immigrants est la suivante : Quels sont les facteurs qui expliquent la différence de participation entre les natifs et les immigrants ?

A) FACTEURS INDIVIDUELS

Les facteurs individuels couverts par les études recensées sont divisés ainsi : démographiques (l'âge, la situation familiale, l'ethnicité et le genre), socioéconomiques (l'éducation et le revenu) et socioculturels (la religion et la langue). Au Canada, plusieurs études démontrent que la majorité des différences dans la participation électorale, chez les immigrants comme dans la population en général, peuvent être expliquées par les facteurs sociodémographiques tels que le revenu, le niveau d'éducation et l'âge (O'Neill, Gidengil et Young, 2012 ; Bevelander et Pendakur, 2014 ; Lenard, 2006 ; Gidengil et Stolle, 2018). L'âge plus élevé, le revenu et l'éducation sont positivement associés à la participation chez les immigrants. Il est toutefois à noter que l'effet des facteurs sociodémographiques est plus significatif pour la prédiction du vote que pour les autres formes de participation, et plus significatif pour les natifs que pour les immigrants (Bilodeau, 2008 ; O'Neill et coll., 2012 ; Bevelander et Pendakur, 2014 ; White, 2023).

I. Facteurs démographiques

Pour la population générale, l'âge est un facteur important dans la prédiction du vote : la probabilité de voter augmente avec l'âge (White et coll., 2008). Cela est aussi vrai pour les immigrants. Les immigrants au Canada sont plus jeunes que la population native, et les jeunes, même chez les natifs, participent moins (Bilodeau, 2017). L'étude de White (2023) révèle que les jeunes immigrants de 18 à 29 ans sont beaucoup moins susceptibles de voter que les immigrants plus vieux, tandis que les taux augmentent à chaque tranche d'âge, atteignant un sommet chez les 60 à 69 ans. Les études faites sur les jeunes immigrants suggèrent qu'ils ne participent pas de la même façon que les natifs en général et que leurs parents (Simard, 2004 ; Lemieux, 2004 ; Popan et Hinojosa, 2017). Chez les immigrants, les jeunes vont moins participer aux associations sociales, mais vont plus participer aux actions protestataires que les natifs, une tendance qui se voit aussi dans la population immigrante en général (Terriquez et Lin, 2020 ; O'Neill et coll., 2012).

Chez les jeunes immigrants, voici les facteurs qui influencent la participation. Aux États-Unis, 14 % des jeunes immigrants ont participé à une manifestation contre 12 % des jeunes natifs, la plus grande participation à des manifestations pouvant être expliquée par la saillance des enjeux migratoires dans le contexte américain (Terriquez et Lin, 2020). Cela soutient aussi le postulat que le sentiment de « menace » pour ce groupe peut être un facteur de mobilisation (White, 2016). L'étude de Popan et Hinojosa (2017) se penche sur les raisons de l'abstention du vote chez les étudiants immigrants. Les raisons les plus citées sont le manque de temps et le manque de connaissance. Les raisons de voter sont, en ordre d'importance, le devoir civique, la préférence pour un candidat, le besoin de faire entendre sa voix et l'importance accordée à un enjeu. Toutefois, l'échantillon de répondants de cette étude était plus politiquement actif, majoritairement féminin et démocrate, donc non représentatif. Au Québec, l'étude de Lemieux (2004) est une rare étude qualitative qui cherche à identifier les barrières à la participation non institutionnelle chez

les jeunes immigrants. Les discussions permettent de souligner les barrières telles que l'individualisme de la culture d'accueil, le cynisme, le manque de temps, les conditions socioéconomiques précaires, le manque de connaissance, le cercle des élites politiques majoritairement composé de natifs qui semble impénétrable pour les jeunes immigrants, le fossé culturel entre les natifs et les immigrants ainsi que les expériences de discrimination. Bien que ces données, tirées de six groupes de discussion, permettent de mieux comprendre les facteurs de la non-participation, elles ne permettent toutefois pas de généraliser ces conclusions à tous les jeunes immigrants.

Pour les immigrants, l'âge est aussi un facteur d'influence sur la participation politique à travers quatre autres mécanismes : l'âge au moment de la migration, l'effet de cohorte (le moment d'arrivée dans le pays hôte), l'effet générationnel (faire partie de la première génération, donc être né à l'extérieur du pays et y être immigré, ou des générations suivantes nées au pays de parents immigrants) et le cycle de vie (White, 2017 ; White, 2023).

Pour ce qui est de *l'âge au moment de la migration*, la littérature montre que les individus qui ont immigré au début de l'âge adulte sont plus enclins à voter que ceux ayant immigré à un jeune âge et à un âge plus avancé. Cela s'explique par le niveau de socialisation politique déjà acquis avant l'immigration et par la capacité d'adaptation des jeunes adultes. L'étude de Bevelander et Pendakur (2014) montre des taux de vote auto-déclarés aux élections fédérales canadiennes de 73 % pour ceux qui ont immigré avant 15 ans et de 80 % pour ceux qui ont immigré entre 15 et 39 ans (Wass et coll., 2015 ; Bevelander et Pandakur, 2014). *L'effet de cohorte* montre que les immigrants arrivés plus récemment, indépendamment de la période de résidence, votent moins (White, 2023). L'étude de Tyrberg (2020) montre une différence d'au moins 10 % entre la participation des plus vieilles cohortes, arrivées avant 1979, et les plus récentes, après les années 2000. White (2023) arrive essentiellement aux mêmes résultats, avec une chute d'un peu plus de 10 % dans le vote entre les cohortes d'immigrants arrivés en 1950 et celles arrivées après 1999. Donc, la participation diminue avec les cohortes, mais elle augmente à travers les générations d'immigrants (Logan et coll., 2012). La génération qui immigré au pays participe moins, en général, que les générations suivantes, soit leurs enfants et petits-enfants, la participation politique augmentant à chaque génération (Wong et Tézil, 2013 ; Bilodeau et coll., 2020). Par la plus faible participation électorale, les cohortes plus récentes montrent un comportement politique plus proche de celui des jeunes natifs (White, 2023). À la troisième génération d'immigrants, la différence de participation avec la population native est largement réduite (Logan et coll., 2012). Enfin, *l'effet du cycle de vie* n'influence pas les immigrants de la même façon qu'il le fait chez les citoyens natifs. La période de hausse de la participation sociale pour les natifs (entre 35 et 44 ans) correspond à une période de basse participation sociale chez les immigrants (Couton et Gaudet, 2008). Cela impliquerait que la hausse d'activité dans le marché du travail et dans la vie familiale est négativement liée à la participation politique chez les personnes immigrantes.

La situation familiale est un facteur intéressant puisqu'elle a une incidence sur la participation des immigrants de plusieurs façons. La parentalité et l'arrivée sur le marché du travail correspondent à une période de participation sociale élevée chez les natifs, mais semblent avoir un impact négatif sur la participation sociale des immigrants, surtout chez les femmes (Couton et Gaudet, 2008). Chez les immigrants, la participation sociale est plus élevée chez les jeunes, baisse pour la tranche de 35 à 44 ans, puis remonte après 45 ans. Couton et Gaudet (2008) trouvent des taux de participation sociale significativement différents entre les natifs avec des enfants (19 %) et les immigrants avec des enfants (11 %). Selon la même étude,

avoir des enfants augmente la participation sociale des natifs, alors que cela mène à une baisse chez les immigrants. Ces observations peuvent être attribuées à la difficulté de trouver du travail qualifié ou être simplement une question de période d'ajustement (Couton et Gaudet, 2008). Ensuite, l'état matrimonial, plus spécifiquement le fait d'être marié à une personne native et d'avoir ainsi la stabilité résidentielle, est positivement lié au vote en raison de l'influence du réseau social sur l'intégration dans le pays hôte (Wass et coll., 2015). Un contact soutenu avec la famille restée dans le pays d'origine, au moyen de l'envoi d'argent, est aussi positivement lié à la participation politique en général, car cela démontre un intérêt à améliorer ses conditions de vie (Barreto et Munoz, 2003). Le motif d'immigration est donc important à considérer puisqu'il est lié au comportement des immigrants dans leur pays d'accueil.

Les études montrent que le genre a une influence significative sur la participation des immigrants. L'étude de Harell (2017) menée au Canada démontre que les femmes participent plus que les hommes comme membres d'une association, et ce, dans toutes les ethnicités. La différence de participation sociale entre immigrants et natifs est plus marquée chez les femmes : les immigrantes participant significativement moins en général (Couton et Gaudet, 2008). Le fossé de participation politique électorale entre les hommes et les femmes se note surtout chez les immigrants d'origine non européenne (Harell, 2017). En général, les femmes immigrantes sont sous-représentées dans toutes les formes de participation politique institutionnelle, un écart qui se rétrécit avec le revenu, l'éducation et la langue (Gidengil et Stolle, 2018). Un autre facteur qui stimule la participation des femmes est l'identification féministe, cela s'expliquant simplement par le fait que les femmes féministes seraient plus intéressées par les enjeux politiques (O'Neill et coll., 2012).

L'impact de l'ethnicité varie selon les contextes d'accueil et les liens culturels, géopolitiques et historiques préexistants entre les deux cultures. L'ethnicité est surtout un facteur prédictif du vote aux États-Unis (Banducci et coll., 2004). Cependant, le vote ethnique (un électeur qui vote pour un candidat partageant son identification ethnique) n'est pas une tendance observée au Canada. Cela dit, aux États-Unis, le fait d'être noir est lié à un plus grand appui aux candidats noirs, tandis qu'en Nouvelle-Zélande, les Maoris sont plus critiques de leurs homologues députés (Banducci et coll., 2004). Encore aux États-Unis, les immigrants mexicains se sentent moins les bienvenus que les immigrants indiens et présentent une participation politique plus basse que les immigrants de tout autre pays latinoaméricain (Okamoto et coll., 2020 ; Tucker et Santiago, 2013). Le sentiment d'acceptation est un facteur d'influence important sur la participation politique des individus. Aux Pays-Bas et en Suisse, les groupes venant de régions ayant le moins de liens préexistants avec le pays participent moins (Spierings et Vermeulen, 2024 ; Soininen et Bäck, 1993). Cela s'explique par le sentiment d'aliénation dans un pays qui ne partage pas de similarités culturelles ou duquel un individu n'a pas de connaissances antérieures substantielles. Enfin, certains auteurs avancent l'hypothèse que certains groupes se sont mobilisés collectivement, alors que d'autres ne l'ont pas fait (Togeby, 1999 ; Eggert et Giugni, 2010). Ces études se concentrent sur certaines régions, mais elles permettent de montrer que l'impact de l'ethnicité dépend du contexte d'accueil et du contexte de socialisation des groupes. De ce fait, l'identification du lien entre participation et ethnicité est difficile, puisque dépendante de l'interaction entre le contexte culturel et historique du pays d'origine et celui du pays d'accueil.

Au Canada, l'effet de l'ethnicité semble avoir peu d'influence sur la participation politique des immigrants indépendamment des autres facteurs socioéconomiques (Bilodeau, 2008). Or, l'effet de l'ethnicité est plus important lorsqu'il est croisé avec le genre. Les femmes immigrantes issues des minorités visibles participent moins que les natives à toutes les formes de participation, alors que les femmes immigrantes

blanches ont des niveaux de participation institutionnelle et non institutionnelle similaires à ceux des femmes natives majoritaires (O'Neill et coll., 2012). L'étude de O'Neill (2012) montre la différence entre les femmes de différents groupes ethniques pour plusieurs formes de participation : le pourcentage de vote au fédéral est à 80,6 % pour les natives venant du groupe majoritaire blanc et à 43,5 % pour les immigrantes de groupes minoritaires. Pour les immigrantes majoritaires et minoritaires, l'adhésion à un parti est à 18,7 % et 7 %, l'adhésion à un groupe d'intérêt est à 17,2 % et 2 %, la signature de pétition est à 35,3 % et 18,8 %, la participation à un boycottage est à 31,5 % et 15,8 % et, enfin, la participation à une manifestation est à 18,7 % et 13,9 % (O'Neill et coll., 2012). En somme, les femmes immigrantes issues des minorités visibles participent moins que le reste de la population à plusieurs formes de participation. Les taux de participation pour les immigrantes blanches sont plus bas que celui de la population native blanche pour toutes les formes de participation institutionnelle (O'Neill et coll., 2012). Toutefois, les taux de participation institutionnelle pour les immigrantes blanches sont plus élevés que ceux des minorités natives et immigrantes, ce qui montre l'importance de l'ethnicité dans la participation politique (O'Neill et coll., 2012). Plus encore, les femmes natives issues des minorités visibles participent plus à des actes protestataires malgré les déficits de ressources au niveau de l'éducation, du revenu et du temps (O'Neill et coll., 2012 ; Harell, 2017). L'impact du genre et de l'ethnicité sur la participation politique est donc nuancé selon les formes de participation.

II. Facteurs socioéconomiques

À niveau d'éducation égal, l'écart de participation politique entre les immigrants et les natifs avec un baccalauréat est beaucoup plus petit (Bilodeau, 2017). En d'autres mots, la participation d'un immigrant avec un plus haut niveau d'éducation se rapproche plus des taux de participation des individus natifs avec le même niveau d'éducation que de ceux des immigrants moins éduqués. La même chose peut être dite pour le revenu. Donc, la composition socioéconomique du groupe étudié est importante. Le taux plus bas de participation des immigrants s'explique en partie par les différences avec la population en général et les caractéristiques de la population immigrante : les immigrants ont en moyenne un revenu et un taux de diplomation plus bas, deux facteurs liés à une participation plus basse, même chez les natifs (Bilodeau, 2008 ; Bevelander et Pendakur, 2014).

III. Facteurs socioculturels

D'abord, la religion semble être un lieu privilégié de participation sociale pour les immigrants, qui participent plus aux organisations religieuses que les natifs (38,5 % contre 34,9 %), qui, eux, participent plus aux organisations laïques (62,3 % contre 58,8 %) (Wang et Handy, 2014). Chez les natifs autant que les immigrants, l'implication dans une organisation religieuse augmente la probabilité de faire du bénévolat (Wang et Handy, 2013 ; Ysseldyk et coll., 2014 ; Sinha et coll., 2011). Wang et Handy (2013) avancent que la participation aux groupes religieux permet de construire un réseau social qui promeut la participation et que les croyances religieuses pourraient entretenir un sentiment de devoir. Cet effet dépend aussi des congrégations. Être membre d'une congrégation protestante favorise la participation électorale des Africains-Américains, tout comme être membre d'une congrégation juive (Stoll et Wong, 2007). Le même rôle de l'Église catholique n'est pas trouvé chez les populations latinoaméricaines (Stoll et Wong, 2007 ; Verba et coll., 1993). Les auteurs avancent que les églises protestantes afro-américaines sont généralement plus politisées et offrent plus d'opportunités qui favorisent le développement de compétences politiques (Verba et coll., 1993).

Ensuite, la langue est un facteur d'influence sur la participation politique, mais l'influence de la langue est souvent expliquée par son lien avec d'autres facteurs, comme les compétences et les connaissances nécessaires à la participation (Jedwab, 2005 ; Wang et Andy, 2013 ; Tucker et Santiago, 2013). Simplement dit, il est plus facile de participer avec une bonne connaissance de la langue du pays hôte. La langue du pays hôte est une barrière à la participation pour ceux qui ne la comprennent pas, surtout en ce qui concerne la participation électorale (Wang et Handy, 2013). Or, il est à noter que, lorsque les immigrants acquièrent le droit de vote, il est probable qu'ils aient acquis une compréhension substantielle de la langue (Wang et Handy, 2013). Dans un pays d'accueil anglo-saxon, les compétences en anglais ont un impact positif sur la participation politique (Gidengil et Stolle, 2018). En général, les compétences dans la langue d'accueil ou le bilinguisme sont positivement liés à la participation politique, mais aussi à l'accès aux services éducatifs, de santé, légaux et sociaux, lesquels sont associés à un plus grand engagement civique (Tucker et Santiago, 2013). La langue est aussi positivement liée aux connaissances de la politique canadienne (Gidengil et Stolle, 2018). En résumé, la langue influence la participation par l'accès plus facile aux services.

IV. Observations clés

Au Canada et ailleurs, être plus âgé, être arrivé dans le pays d'accueil depuis plus longtemps, pratiquer une religion (dépendamment des congrégations), avoir un revenu et un niveau d'éducation plus élevé ainsi qu'une meilleure maîtrise de la langue du pays d'accueil sont associés à une participation politique plus haute chez les immigrants. En parallèle, être une femme, être parent, entrer sur le marché du travail, avoir immigré plus récemment et avoir moins de ressources diminuent la participation politique des immigrants. Certains de ces mêmes facteurs (le genre, la parentalité et l'arrivée sur le marché du travail) ont un effet positif chez les natifs. Enfin, les facteurs sociodémographiques n'ont pas la même capacité d'explication de la participation des individus à travers tous les groupes : certaines études aux États-Unis arrivent à la conclusion que les facteurs sociodémographiques n'expliquent pas la basse participation politique des immigrants d'origine asiatique, alors qu'ils sont significatifs chez les Latinoaméricains, les Européens et les Africains (Xu, 2005 ; Stoll et Wong, 2007 ; Oh, 2013). À notre connaissance, il n'y a pas d'étude faite au Canada qui obtient des résultats similaires. L'effet de l'ethnicité est nuancé. Au Canada, il n'y a pas d'étude qui soutient le vote ethnique, mais l'ethnicité influence tout de même la participation politique des immigrants, en particulier chez les femmes. En somme, les facteurs individuels influencent significativement la participation des immigrants, mais certains ont un plus gros impact que d'autres et influencent les groupes différemment.

B) FACTEURS CONTEXTUELS

Les facteurs individuels n'agissent jamais seuls. Dans la présente section, le contexte de discrimination, les contacts intergroupes et intragroupes et les expériences prémigratoires sont abordés.

I. Les attitudes discriminatoires

Dans toutes les régions abordées dans la revue de littérature (Europe, Canada, Australie et États-Unis), plusieurs études montrent que la discrimination envers les immigrants stimule leur participation politique non institutionnelle (Bilodeau et coll., 2023 ; Grant, 2008 ; Tyrberg, 2020 ; Spierings et Vermeulen, 2024 ; Lenard, 2006 ; White, 2016 ; Dollmann, 2022). Plus un individu subit de la discrimination, plus il a de chances de signer une pétition, de participer à un boycottage et de manifester (Bilodeau et coll., 2023). Le fossé de participation politique non institutionnelle entre immigrants et natifs diminue à mesure que la discrimi-

mination envers les immigrants augmente (Bilodeau et coll., 2023 ; Tyrberg, 2020). Les études indiquent donc une composante mobilisatrice des attitudes anti-migratoires. Cependant, on pourrait s'attendre à ce que la discrimination soit négativement liée à la participation institutionnelle, puisqu'elle amène une baisse de la confiance dans la démocratie et de l'attachement au pays d'accueil, en plus de démobiliser en période électorale (Bilodeau et coll., 2020). Or, les études prouvent le contraire. L'étude de Bilodeau montre une différence de 9 % entre le taux de vote des minorités qui ont subi de la discrimination et celui des minorités qui n'en ont pas subi (Bilodeau, 2017). Toutefois, l'étude de Bilodeau et de ses collègues (2023) conclut que l'impact positif de la discrimination sur les taux de vote disparaît dans les pays ayant le plus haut taux d'attitudes anti-migratoires et lorsque les partis qui prônent des attitudes anti-migratoires sont élus. L'effet stimulant de la discrimination est donc intéressant à étudier, mais le lien causal est difficile à identifier. Certains auteurs pointent vers la mobilisation de groupe comme hypothèse plausible. Les individus partageant un sentiment d'appartenance à un groupe se mobilisent pour défendre les intérêts de celui-ci lorsqu'il est menacé. Donc, le contexte d'accueil influence la participation des individus par les attitudes des natifs envers l'immigration (Lenard, 2006).

II. Les contacts intragroupes et intergroupes

Le contact intragroupe désigne l'interaction avec d'autres individus de la même ethnicité (Bilodeau et coll., 2023). L'effet de contact intragroupe est important lorsqu'on s'intéresse à la mobilisation des individus qui subissent de la discrimination en raison de leur identification ethnique (Bilodeau et coll., 2023). Un immigrant qui subit de la discrimination sur la base de ses origines ethniques est moins politiquement mobilisé s'il n'a pas de contact avec son groupe ethnique (Bilodeau et coll., 2023). Donc, si les études montrent que les immigrants participent plus lorsqu'ils subissent de la discrimination, Bilodeau et ses collègues (2023) soulignent que cet effet disparaît lorsque les individus sont isolés de leur groupe ethnique. Les chercheurs concluent que le contact intragroupe permet de transformer les sentiments en actions concrètes (par exemple, de la colère contre une politique anti-migratoire à la participation à des manifestations), à travers le capital social et culturel, le rôle du groupe ethnique comme acteur mobilisateur et l'octroi de légitimité des expériences par le partage d'expériences similaires avec les autres membres du groupe. Plus encore, une forte identification culturelle augmente la perception de discrimination des immigrants (Grant, 2008). Plus un individu s'identifie à son groupe ethnique, plus il va percevoir d'attitudes discriminatoires et plus il va être enclin à participer. De façon similaire, les individus vivant de la discrimination religieuse vont être plus engagés dans leur groupe religieux (Ysseldyk et coll., 2014).

Le contact avec des immigrants de toute origine a aussi un impact sur la participation des immigrants. L'effet est visible lorsqu'on se concentre sur le lieu de résidence. L'étude de Bilodeau (2009) conduite en Australie démontre que les immigrants vivant dans un quartier avec moins de 15 % d'immigrants votent moins que ceux qui résident dans un quartier avec plus de 15 % d'immigrants, un effet qui est plus marqué pour les minorités visibles. Donc, en plus du contact avec son groupe ethnique, le contact avec d'autres individus issus de l'immigration est important. Plusieurs explications sont avancées par Bilodeau (2017) sur l'effet positif d'être entouré d'immigrants : être protégé du sentiment d'aliénation, l'accès plus facile à des perspectives d'emploi, l'intérêt des partis pour un groupe concentré (le parti pourrait donc faire des gains politiques si le groupe de citoyens vote pour eux), le sentiment de pouvoir faire une différence et la construction plus facile d'un réseau social communautaire. C'est par ces processus que la participation politique serait stimulée (Bilodeau, 2017). Plusieurs études américaines soutiennent l'effet de résidence (Ramakrishnan et Viramontes, 2006 ; Leighley, 2001 ; Stoll et Wong, 2007). L'étude de Stoll et Wong ap-

porte des nuances. Dans une société multiculturelle comme le Canada, lorsqu'un individu immigrant issu d'une minorité visible habite dans un quartier blanc, il participe moins socialement puisqu'il est isolé de sa culture d'origine. Or, les résultats montrent aussi qu'avoir un contact avec des personnes blanches augmente la participation politique en général puisque le contact avec les natifs promeut l'intégration. D'autres études expliquent qu'avoir un réseau composé uniquement d'immigrants mène à une intégration limitée à la culture d'accueil, et donc à une participation politique basse (Bilodeau, 2009 ; Gidengil et Stolle, 2018). Les résultats sont nuancés, mais semblent pointer vers un juste milieu de contacts intragroupes et intergroupes (soit des contacts avec des groupes en dehors de ceux auxquels l'individu appartient) qui stimule la participation politique : côtoyer des personnes natives permet d'avoir un point de contact avec la culture d'accueil et être entouré de personnes immigrantes permet d'avoir accès à un réseau communautaire qui sert d'ancrage culturel avec lequel l'immigrant est déjà familier.

III. La socialisation antérieure

En général, la socialisation politique dans les pays d'origine influence la participation dans le pays d'accueil de plusieurs façons. Les études montrent que les expériences antérieures différentes du pays d'accueil (comme un immigrant qui quitte un régime autoritaire pour s'établir en démocratie) ne sont pas nécessairement une barrière à l'engagement politique (Bilodeau, 2008 ; Voicu et Comşa, 2014 ; Bilodeau et Dumouchel, 2023). Or, pour des individus socialisés en démocratie, l'écart entre le contexte politique du pays d'origine et celui du pays d'accueil est moins grand, donc le temps d'adaptation est réduit (White et coll., 2008). Plusieurs études soutiennent que la socialisation initiale dans un pays d'origine avec de hauts taux de participation électorale, des protections des droits et libertés, de la stabilité politique et un niveau de développement économique élevé est positivement liée à la participation politique dans le pays d'accueil parce que les individus ont déjà certaines connaissances nécessaires pour participer (André et coll., 2014 ; Goldsmith et Holzner, 2015 ; Voicu et Rusu, 2012 ; Dollmann, 2022). La socialisation démocratique et les connaissances politiques acquises ultérieurement à l'immigration diminuent les barrières à la participation politique et le temps d'adaptation (White et coll., 2008). Cependant, l'étude de Wass et de ses collègues (2015) montre que l'effet de la socialisation démocratique dans le pays d'origine n'est pas linéaire, mais dépend de l'âge auquel l'individu a immigré : l'immigration à l'âge adulte mène à une influence significative de la socialisation démocratique dans le pays d'origine.

Les études sur l'effet de la socialisation autoritaire sur la participation des immigrants présentent des résultats intéressants, mais parfois contradictoires. L'étude de Bilodeau et Dumouchel (2023) conclut que les individus venant de pays plus autoritaires ne sont pas moins enclins à participer, mais sont moins enclins à déclarer leur participation. Dollmann (2022) argumente que la socialisation politique autocratique influence les attitudes des immigrants, par exemple leur méfiance à l'égard des institutions, plutôt que leur engagement en politique. L'influence de la socialisation dans un régime autoritaire dépend des expériences individuelles de la répression politique : plus d'expériences répressives mènent à plus de méfiance à l'égard du politique, mais pas nécessairement à moins de participation, ce qui nuance les résultats d'études précédentes (Bilodeau, 2008 ; Bilodeau et Dumouchel, 2023). Néanmoins, plusieurs études confirment que l'autocratie a une influence complexe sur la participation politique formelle et informelle (Bueker, 2005 ; Ramakrishnan et Viramontes, 2006 ; Bilodeau, 2008 ; Dollmann, 2022 ; Bilodeau et Dumouchel, 2023), alors que peu trouvent une corrélation nulle (White, 2017). Donc, l'expérience autoritaire a des effets négatifs sur les attitudes politiques, mais cela ne se traduit pas nécessairement par une participation électorale plus faible (Bilodeau, 2008 ; Bilodeau et Dumouchel, 2023). L'effet des expériences antérieures sur la

participation politique des immigrants est complexe, puisqu'il dépend du contexte d'accueil. Ainsi, il est important de prendre en compte l'influence simultanée des deux contextes culturels. Enfin, la perception négative par les natifs du pays d'accueil des actions du pays autoritaire d'origine peut influencer le bien-être des immigrants. Simplement dit, les immigrants peuvent être marginalisés à cause de la perception qu'ont les natifs de leur pays d'accueil (Sergeeva et Kamalov, 2024). En somme, l'expérience d'un régime répressif est significative dans l'intégration des immigrants, quoique l'influence se manifeste de façon plus complexe que par la participation et la non-participation.

IV. Observations clés

En résumé, au Canada et ailleurs, la perception de discrimination envers les immigrants stimule la participation politique non institutionnelle, tout comme c'est le cas pour la participation à sa congrégation lorsqu'il y a discrimination envers le groupe religieux. Or, le contact avec son groupe ethnique est important pour réduire le sentiment d'aliénation et favoriser la prise d'action, mais le contact avec les natifs est aussi important pour l'intégration dans la société d'accueil. L'influence de l'ethnicité change si le contexte d'accueil est multiculturel, a des liens antérieurs avec le pays d'origine et adopte une attitude anti-migratoire. Ensuite, la socialisation démocratique antérieure réduit les barrières à la participation politique, alors que les effets de la socialisation autoritaire sont hétérogènes. Enfin, l'étude des effets contextuels est complexe en raison de l'interaction simultanée entre les influences du pays d'origine et celles du pays d'accueil.

C) FACTEURS INSTITUTIONNELS

Dans la présente section, le cadre institutionnel de la participation politique des immigrants est abordé. Il est question de l'implication dans une institution, donc du fait d'être membre d'une organisation sociale ou communautaire, du cadre électoral et des règles d'immigration.

I. L'implication sociale et communautaire

L'implication des immigrants dans différentes institutions influence la participation à d'autres sphères sociales. Plusieurs études se penchent sur l'implication dans des organisations sociales. L'implication dans une *organisation de clientèle* (ex. : ligue sportive) a une influence positive significative sur la participation politique, si les individus ne sont pas aussi membres d'une *organisation d'autorité* (ex. : syndicat et union) (van Londen et coll., 2007). Être membre d'une union ou d'un syndicat a un effet positif sur la participation politique (Aleksynska, 2011). Chez les immigrants, les organisations ethniques et religieuses ont un effet positif plus fort sur la participation sociale que celui des organisations locales du pays d'accueil, l'effet augmentant avec la satisfaction à l'égard de l'organisation (Couton et Gaudet, 2008 ; Laxer et coll., 2020). Ces observations sont généralement expliquées par le sentiment d'acceptation des immigrants dans un groupe qui leur ressemble plus. Enfin, la participation non institutionnelle sous forme d'implication dans une organisation sociale augmente la probabilité de participer à toutes les formes de participation politique. Pour les immigrants, l'effet positif de l'appartenance à une organisation sociale sur la participation politique est plus grand pour les organisations ethniques et religieuses que pour les organisations civiles. Les raisons de l'influence positive de l'implication sociale sur la participation politique des immigrants sont multiples : l'implication sociale permet l'acquisition de connaissances, l'élargissement du réseau social et la mobilisation de groupe (Sinha et coll., 2011).

II. Le cadre électoral

Le pays d'accueil influence aussi la participation politique par le cadre institutionnel qui est dressé autour de la participation politique. Le vote des immigrants suit le vote des natifs. Dans les pays où le vote est obligatoire, le vote des immigrants sera élevé (André et coll., 2014). Lorsque le contexte amène une plus grande mobilisation des électeurs, comme pour les élections fédérales avant les référendums sur la souveraineté qui ont connu une hausse du taux de vote, les électeurs immigrants suivent la tendance générale et participent plus. Un contexte stimulant la participation électorale des natifs va aussi stimuler celle des immigrants (André et coll., 2014). Ensuite, dans les municipalités européennes où les immigrants peuvent voter sans avoir la citoyenneté du pays d'accueil, donc sans être naturalisés (une mesure qui touche seulement les élections locales municipales, notamment en Suède), les immigrants avec la citoyenneté votent plus que ceux qui ne l'ont pas (Bevelander, 2015). Ce point remet en valeur l'importance du fait d'être inclus dans la communauté d'accueil pour la participation politique.

Aux États-Unis, les processus de restriction de vote, comme l'identification de l'électeur et les règles d'inscription, ont une incidence négative sur la participation électorale des immigrants (White, 2016 ; Ramakrishnan et Espenshade, 2001), bien que certains facteurs, comme l'accès à un filet de sécurité sociale et la double nationalité, puissent l'encourager (Scuzzarello, 2015). De telles études sur les restrictions de vote n'ont pas été menées au Canada, possiblement parce que ces restrictions y sont moins significatives.

III. Les règles d'immigration

White (2017) souligne qu'au Canada, les critères de sélection influencent le taux de vote des immigrants. En effet, une grande partie des immigrants sont des immigrants économiques. Les immigrants sont en bonne partie sélectionnés par l'administration pour leurs compétences professionnelles, langagières et leur éducation, trois facteurs qui réduiraient l'écart de participation avec les natifs (Bloemraad, 2006). Au Canada, les immigrants ont un intérêt plus grand pour la politique fédérale que provinciale (Laxer et coll., 2020 ; Andrew, 2015). Les auteurs ne font pas de lien causal, mais avancent que la saillance des compétences fédérales dans la couverture médiatique ainsi que le rôle du fédéral dans les politiques migratoires pourraient influencer l'intérêt. De plus, la reconnaissance de la double citoyenneté est positivement liée au vote (Jones-Correa, 2001 ; Scuzzarello, 2015). La reconnaissance des droits politiques des immigrants favorise leur participation.

IV. Observations clés

Sommairement, l'implication dans une organisation augmente la probabilité de participer à toute autre action politique, les organisations religieuses et communautaires mobilisant plus les immigrants que les organisations civiles. L'impact positif qu'a le sentiment d'être accepté se voit à travers l'impact des procédures qui reconnaissent plus de droits politiques aux immigrants. Ensuite, les critères de sélection canadiens sont aussi importants à souligner, puisque les immigrants économiques font face à un temps d'adaptation moins long et ont donc moins de barrières à la participation politique. En parallèle, les politiques de restriction du vote ont une incidence négative sur la participation des immigrants, quoique cela semble moins applicable au cas canadien.

CONCLUSION

La revue de littérature montre que les immigrants participent moins en général, mais que cet écart diminue avec l'acquisition de ressources. Les recherches montrent aussi une différence entre les taux de participation à travers les types de participation, soit institutionnelle, non institutionnelle ou encore la participation sociale. Les immigrants vont plus participer que les natifs à des actes protestataires, surtout dans un contexte discriminatoire qui mobilise, ainsi qu'à des organisations religieuses.

Les facteurs explicatifs de la participation liés à l'individu relevés dans la littérature sont l'âge, la situation familiale, le genre, l'éducation, le revenu, l'ethnicité, la religion et la langue. Le temps est aussi un facteur important sur lequel il y a consensus à travers les cas d'étude : la participation politique des immigrants augmente avec le temps de résidence et pour les générations suivantes, mais baisse à travers les cohortes d'arrivée, les immigrants arrivés plus récemment participant moins que les cohortes précédentes. Puisque les contextes prémigratoires et d'accueil sont multiples, identifier des conclusions généralisables à tous les immigrants est difficile, d'où l'importance de reconnaître l'importance du contexte (pré ou post-migratoire) présenté dans la littérature. Cependant, les études s'entendent sur le fait qu'être socialisé dans un pays démocratique réduit les barrières à la participation politique. Il y a également un consensus dans la littérature sur le fait que la perception d'attitudes anti-migratoires a un effet mobilisateur chez les personnes immigrantes. Or, l'effet mobilisateur disparaît si l'individu n'a pas de contact avec son groupe d'appartenance ethnique, culturel ou religieux, ou si un parti avec un discours anti-migratoire est élu. Enfin, les mesures institutionnelles de restriction du vote sont particulièrement importantes aux États-Unis, mais pas forcément au Canada. Cependant, les lois qui améliorent le sentiment d'acceptation des immigrants, comme la reconnaissance de la double citoyenneté et l'octroi de plus de droits politiques, favorisent leur participation.

Au Québec et au Canada, les facteurs sociodémographiques sont plus significatifs que l'influence des institutions pour expliquer les différences de participation politique entre les natifs et les immigrants. Les facteurs réduisant l'écart de participation entre natifs et immigrants sont l'âge, les générations d'immigration, le revenu, le niveau d'éducation, le statut matrimonial, la religion (selon les congrégations) et les compétences linguistiques. Les facteurs qui ont un impact négatif sur la participation politique des migrants sont le fait d'être une femme, la parentalité, l'entrée sur le marché du travail, l'appartenance à des cohortes d'immigrants plus récentes et le manque de connaissances et de temps. Le contexte d'accueil, comme les expériences de discrimination, les contacts intragroupes et les contacts intergroupes, est aussi important dans la littérature canadienne qu'américaine, quoique l'impact soit plus grand chez les immigrants aux États-Unis à cause de la saillance de l'enjeu de l'immigration. Ensuite, le sentiment d'acceptation stimule significativement la participation politique au Canada. En ce sens, les contacts avec son groupe d'appartenance (ethnique et religieux) ainsi que la communauté d'accueil sont cruciaux pour l'intégration des immigrants. Donc, l'implication dans des organisations communautaires et religieuses va influencer positivement la participation politique des immigrants.

Les études quantitatives recensées montrent que les facteurs sociodémographiques expliquent une grande partie de l'écart de participation entre les immigrants et les natifs. Les études qualitatives, quant à elles, montrent que les barrières à la participation politique des immigrants sont le manque de ressources (temps et connaissances), la discrimination et le manque d'acceptation dans la société d'accueil.

La revue de littérature permet également d'identifier les lacunes dans la recherche. D'abord, chez les jeunes, il y a un contraste important entre les jeunes issus de l'immigration et les jeunes immigrants qui est moins mis en valeur dans les études : jeunes issus de l'immigration chez Lemieux (2004), Simard (2004) et Terriquez et Lin (2020), jeunes immigrants aux États-Unis chez White (2016), et certains ne distinguent pas clairement les deux (Popan et Hinojosa, 2017). Plus encore, alors que les études se penchent sur les modes traditionnels de participation politique, comme le vote, l'implication dans un parti ou les manifestations, il semble y avoir une tendance chez les jeunes à participer différemment, notamment sur les réseaux sociaux (Lemieux, 2004), un phénomène qui serait important d'étudier davantage. Ensuite, les effets différents de l'ethnicité et la religion sont sous-étudiés au Canada, par exemple l'engagement dans une association ethnique augmente la probabilité de voter chez les musulmans au Canada, mais pas en France (Laxer et coll., 2020). Plus encore, peu d'études qualitatives sont faites pour approfondir les explications derrière la participation différente entre les groupes ethniques. Dans le même ordre d'idée, la majorité des études comparatives sont faites entre pays d'Europe, alors qu'il serait intéressant au Canada de comparer les provinces, les régions ou les municipalités. Cela permettrait de regarder les différences dans un même cadre institutionnel. Enfin, l'enjeu de la langue étant plus saillant au Québec, on pourrait s'attendre à une certaine influence des critères de sélection, du processus de francisation et de la différence entre la ville de Montréal et les autres villes ou régions.

RÉFÉRENCES

- Aleksynska, M. (2011). Civic participation of immigrants in Europe: Assimilation, origin, and destination country effects. *European Journal of Political Economy*, 27(3), 566-585.
- Ambrosini, M., & Artero, M. (2023). Immigrant volunteering: A form of citizenship from below. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 34(2), 252-262.
- André, S., Dronkers, J., & Need, A. (2014). To vote or not to vote? A macro perspective. Electoral participation by immigrants from different countries of origin in 24 European countries of destination. *Research on Finnish Society*, 7(1), 7-20.
- Andrew, C. (2015). Newcomers to the city: Institutional and non-institutional modes of civic participation for newcomers in Ottawa. *Citizen participation at the local level in China and Canada: Comparative cases*, 271-287.
- Banducci, S. A., Donovan, T., & Karp, J. A. (2004). Minority representation, empowerment, and participation. *The Journal of Politics*, 66(2), 534-556.
- Barreto, M. A., & Muñoz, J. A. (2003). Reexamining the “politics of in-between”: Political participation among Mexican immigrants in the United States. *Hispanic Journal of Behavioral Sciences*, 25(4), 427-447.
- Bevelander, P. (2011). The employment integration of resettled refugees, asylum claimants, and family reunion migrants in Sweden. *Refugee Survey Quarterly*, 30, 22-43.
- Bevelander, P. (2015). Voting participation of immigrants in Sweden – A cohort analysis of the 2002, 2006 and 2010 elections. *Journal of International Migration and Integration*, 16, 61-80.
- Bevelander, P., & Pendakur, R. (2014). Social capital and voting participation of immigrants and minorities in Canada. Dans *Diasporas, Cultures and Identities*, Routledge, 106-130.
- Bilodeau, A. (2008). Immigrants’ voice through protest politics in Canada and Australia: Assessing the impact of pre-migration political repression. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34(6), 975-1002.
- Bilodeau, A. (2009). Residential segregation and the electoral participation of immigrants in Australia. *International Migration Review*, 43(1), 134-159.
- Bilodeau, A. (2017). Mobilisation or demobilisation? Perceived discrimination and political engagement among visible minorities in Quebec. *Political Science*, 69(2), 122-138.
- Bilodeau, A., White, S. E., Turgeon, L., & Henderson, A. (2020). Feeling attached and feeling accepted: Implications for political inclusion among visible minority immigrants in Canada. *International Migration*, 58(2), 272-288.
- Bilodeau, A., & Dumouchel, D. (2023). The imprint of autocracy on immigrant political participation: Reluctance to participate or to disclosure?. *International Migration*, 61(5), 216-230.
- Bilodeau, A., White, S. E., Ma, C., Turgeon, L., & Henderson, A. (2023). Marginalized, but not demobilized: Ethnic minority protest activity when facing discrimination. *International Political Science Review*, 44(5), 627-644.
- Bloemraad, I. (2006). Becoming a citizen in the United States and Canada: Structured mobilization and immigrant political incorporation. *Social Forces*, 85(2), 667-695.

- Bueker, C.S. (2005). Political incorporation among immigrants from ten areas of origin: The persistence of source country effects. *International Migration Review*, 39, 103-140.
- Couton, P., & Gaudet, S. (2008). Rethinking social participation: The case of immigrants in Canada. *Journal of International Migration and Integration*, 9, 21-44.
- DeSipio, L. (2011). Immigrant incorporation in an era of weak civic institutions: Immigrant civic and political participation in the United States. *American Behavioral Scientist*, 55(9), 1189-1213.
- Dollmann, J. (2022). The political integration of immigrants: How pre-and postmigration contexts matter. *Journal of International Migration and Integration*, 23(3), 1091-1125.
- Eggert, N., & Giugni, M. (2010). Does associational involvement spur political integration? Political interest and participation of three immigrant groups in Zurich. *Swiss Political Science Review*, 16(2), 175-210.
- Gidengil, E., & Stolle, D. (2009). The role of social networks in immigrant women's political incorporation. *International Migration Review*, 43(4), 727-763.
- Goldsmith, M. M., & Holzner, C. A. (2015). Foreign-born voting behavior in local elections: Evidence from new immigrant destinations. *American Politics Research*, 43(1), 27-58.
- Grant, P. R. (2008). The protest intentions of skilled immigrants with credentialing problems: A test of a model integrating relative deprivation theory with social identity theory. *British Journal of Social Psychology*, 47(4), 687-705.
- Harell, A. (2017). Intersectionality and gendered political behaviour in a multicultural Canada. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 50(2), 495-514.
- Jackson, R. A. (2003). Differential influences on Latino electoral participation. *Political Behavior*, 25, 339-366.
- Jedwab, J. (2005). Other languages and voting in Canada: Recent findings on political participation and perception of non-official language groups. *Canadian Issues*, 64-68.
- Jensen, L. A. (2008). Immigrants' cultural identities as sources of civic engagement. *Applied Development Science*, 12(2), 74-83.
- Jones-Correa, M. (2001). Institutional and contextual factors in immigrant naturalization and voting. *Citizenship Studies*, 5(1), 41-56.
- Laxer E., Simon, P. et Reitz, J.G. (2020). L'intégration civique et politique des musulmans en France, au Québec et au Canada anglais : quelle est l'incidence des « modèles » nationaux ? Dans Koussens D., Laniel, J.F. et Perrault, J.P. (dir.), *Étudier la religion au Québec* (569-585), Presses de l'Université Laval.
- Leighley, J. E. (2001). *Strength in numbers?: The political mobilization of racial and ethnic minorities*. Princeton University Press, 194 pages.
- Lemieux, G. (2004). *Remixer la cité : la participation citoyenne des jeunes québécois issus de l'immigration et des minorités visibles*. Rapport du Conseil permanent de la jeunesse, 126 pages.
- Lenard, P. T. (2006). Belonging, political participation and ethno-cultural minorities. *Canadian Foreign Policy Journal*, 12(3), 53-66.
- Logan, J. R., Darrah, J., & Oh, S. (2012). The impact of race and ethnicity, immigration and political context on participation in American electoral politics. *Social Forces*, 90(3), 993-1022.

- Oh, S. (2013). Group membership and context of participation in electoral politics among Korean, Chinese, and Filipino Americans. *Development and Society*, 42(1), 137-160.
- Okamoto, D. G., Tropp, L. R., Marrow, H. B., & Jones-Correa, M. (2020). Welcoming, trust, and civic engagement: Immigrant integration in metropolitan America. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 690(1), 61-81.
- O'Neill, B., Gidengil, E., & Young, L. (2012). The political integration of immigrant and visible minority women. *Canadian Political Science Review*, 6(2-3), 185-196.
- Popan, J. R., & Hinojosa, Y. (2017). Electoral participation among young Latinos: Exploring the importance of psychological variables. *Journal of Latina/o Psychology*, 5(2), 76-87.
- Ramakrishnan, S. K., & Espenshade, T. J. (2001). Immigrant incorporation and political participation in the United States. *International Migration Review*, 35(3), 870-909.
- Ramakrishnan, S. K., & Viramontes, C. (2006). *Civic inequalities: Immigrant volunteerism and community organizations in California*. Public Policy Instit. of CA, 143 pages.
- Ruedin, D. (2016). Electoral participation of immigrants: Why do immigrants not vote more often when they are given the opportunity?. Annual IMISCOE Conference, Prague.
- Scuzzarello, S. (2015). Political participation and dual identification among migrants. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41(8), 1214-1234.
- Sergeeva, I., & Kamalov, E. (2024). *A year and a half in exile: Progress and obstacles in the integration of Russian migrants*. European University Institute.
- Simard, M. (2004). Liens transnationaux et participation internationale des jeunes d'origine immigrée en région au Québec. *Lien social et politiques*, 51, 111-122.
- Sinha, J. W., Greenspan, I., & Handy, F. (2011). Volunteering and civic participation among immigrant members of ethnic congregations: Complementary not competitive. *Journal of Civil Society*, 7(1), 23-40.
- Soininen, M., & Bäck, H. (1993). Electoral participation among immigrants in Sweden: Integration, culture and participation. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 20(1), 111-130.
- Spierings, N., & Vermeulen, F. (2024). Minding the political engagement gap: How discrimination and religion impact Dutch voters with an immigrant background. *Acta Politica*, 59(3), 619-642.
- Statistique Canada. (2022). Enquête sur la population active de 2021. Site Web de [Statistique Canada](#).
- Statistique Canada. (2022). Recensement de la population de 2021. Site Web de [Statistique Canada](#).
- Stoll, M. A., & Wong, J. S. (2007). Immigration and civic participation in a multiracial and multiethnic context. *International Migration Review*, 41(4), 880-908.
- Terriquez, V., & Lin, M. (2020). Yesterday they marched, today they mobilised the vote: A developmental model for civic leadership among the children of immigrants. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(4), 747-769.
- Togebly, L. (1999). Migrants at the polls: An analysis of immigrant and refugee participation in Danish local elections. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 25(4), 665-684.

- Tucker, C. M., & Santiago, A. M. (2013). The role of acculturation in the civic engagement of Latino immigrants. *Advances in Social Work, 14*(1), 178-205.
- Tyrberg, M. (2020). Immigrants' electoral participation – the cross-national impact of public and political hostility. *Journal of Ethnic and Migration Studies, 46*(15), 3210-3234.
- Van Londen, M., Phalet, K., & Hagendoorn, L. (2007). Civic engagement and voter participation among Turkish and Moroccan minorities in Rotterdam. *Journal of Ethnic and Migration Studies, 33*(8), 1201-1226.
- Verba, S., Schlozman, K. L., Brady, H., & Nie, N. H. (1993). Race, ethnicity and political resources: Participation in the United States. *British Journal of Political Science, 23*(4), 453-497.
- Voicu, B., & Comşa, M. (2014). Immigrants' participation in voting: Exposure, resilience, and transferability. *Journal of Ethnic and Migration Studies, 40*(10), 1572-1592.
- Voicu, M., & Rusu, I. A. (2012). Immigrants' membership in civic associations: Why are some immigrants more active than others?. *International Sociology, 27*(6), 788-806.
- Wang, L., & Handy, F. (2014). Religious and secular voluntary participation by immigrants in Canada: How trust and social networks affect decision to participate. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, 25*, 1559-1582.
- Wass, H., Blais, A., Morin-Chassé, A., & Weide, M. (2015). Engaging immigrants? Examining the correlates of electoral participation among voters with migration backgrounds. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties, 25*(4), 407-424.
- White, S., Nevitte, N., Blais, A., Gidengil, E., & Fournier, P. (2008). The political resocialization of immigrants: Resistance or lifelong learning?. *Political Research Quarterly, 61*(2), 268-281.
- White, A. (2016). When threat mobilizes: Immigration enforcement and Latino voter turnout. *Political Behavior, 38*, 355-382.
- White, S. E. (2017). Canadian immigrants at the polls: The effects of socialisation in the country of origin and resocialisation in Canada on electoral participation. *Political Science, 69*(2), 101-121.
- White, S. E. (2023). Immigrant voter turnout and time: Does period of arrival matter more than length of stay?. *International Migration, 61*(6), 118-132.
- Wong, L., & Tézli, A. (2013). Measuring social, cultural, and civic integration in Canada: The creation of an index and some applications. *Canadian Ethnic Studies, 45*(3), 9-37.
- Xu, J. (2005). Why do minorities participate less? The effects of immigration, education, and electoral process on Asian American voter registration and turnout. *Social Science Research, 34*(4), 682-702.
- Ysseldyk, R., Talebi, M., Matheson, K., Bloemraad, I., & Anisman, H. (2014). Religious and ethnic discrimination: Differential implications for social support engagement, civic involvement, and political consciousness. *Journal of Social and Political Psychology, 2*(1), 347-376.